

Art. 13. — Le Ministre d'Etat, chargé des Forces armées, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre du Développement industriel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 13 décembre 1973.

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
ABDOU DIOUF.

Le Ministre d'Etat, chargé des Forces armées,
MAGATTE LO.

Le Ministre de l'Intérieur,
JEAN COLLIN.

Le Ministre du Développement industriel,
LOUIS ALEXANDRENNE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DECRET n° 73-1140 du 19 décembre 1973

prononçant la déchéance de la nationalité sénégalaise à l'encontre du nommé Albert Bachir

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en son article 37;

Vu l'article 21 alinéa premier 3° de la loi n° 61-10 du 7 mars 1961 modifiée par la loi n° 70-27 du 27 juin 1970 déterminant la nationalité sénégalaise;

Vu le décret n° 64-025 du 15 janvier 1964 accordant la nationalité sénégalaise à M. Albert Bachir et le relevant des incapacités prévues par l'article 16 de la loi n° 61-10 du 7 mars 1961, modifiée par la loi n° 67-17 du 28 février 1967;

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le nommé Albert Bachir, né le 27 novembre 1916 à Malème Hodar (Kaffrine), docteur en médecine, demeurant, 58, avenue Jean XXIII à Dakar, est déchu de la nationalité sénégalaise.

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 19 décembre 1973.

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
ABDOU DIOUF.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
AMADOU CLÉDOR SALL.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL n° 14017 M.J.-M.F.A. en date du 11 décembre 1973 abrogeant et remplaçant le paragraphe 3° de l'article premier de l'arrêté interministériel n° 17878 M.J. du 7 décembre 1965, fixant la composition de la commission prévue à l'article 15 paragraphe 5 du Code de procédure pénale, pour la désignation des gendarmes ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

Article unique. — Le paragraphe 3° de l'article premier de l'arrêté interministériel n° 17878 M.J. du 7 décembre 1965 est abrogé et remplacé par le suivant :

« 3° Le directeur de la Gendarmerie, le commandant des Forces de gendarmerie, l'officier supérieur conseiller militaire (Gendarmerie) du Ministre chargé des Forces armées,

le commandant de la légion territoriale ou le commandant de l'école de Gendarmerie ou leurs remplaçants, plus deux officiers désignés par le directeur de la Gendarmerie.

« Le Secrétariat de la commission est assuré par la direction de la Gendarmerie ».

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DECRET n° 73-1106 du 11 décembre 1973
relatif à la police des hôtels et garnis

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu le code pénal, notamment en ses articles 54 et 139;

Vu le code des contraventions, notamment en son article 8, 6°;

La Cour suprême entendue en sa séance du 31 août 1973;

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le registre de police que tout hôtelier, aubergiste, logeur ou loueur de maison garnie est dans l'obligation de tenir doit permettre l'inscription des indications suivantes sur chaque personne devant loger dans l'établissement ou la maison garnie : nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession ou qualité, domicile habituel, nationalité, date d'entrée, date de sortie, de même que la nature, le numéro, la date et le lieu de délivrance du titre d'identité ou de voyage.

Ce registre est coté et paraphé de la première à la dernière feuille par l'autorité de police territorialement compétente.

Art. 2. — Les inscriptions sont faites à l'encre, de suite et sans aucun blanc, au vu d'une fiche remplie à l'encre par le voyageur ou locataire lui-même.

Art. 3. — La fiche, conforme au modèle joint au présent décret, est cartonnée, de couleur blanche et de format rectangulaire de 8 sur 11 centimètres. Elle est individuelle; toutefois, le chef de famille peut porter sur sa fiche personnelle le nombre des enfants l'accompagnant sous réserve que ces enfants soient âgés de moins de 15 ans.

Art. 4. — Le voyageur ou locataire est tenu de présenter au préposé à la tenue du registre un titre d'identité ou de voyage permettant de contrôler les renseignements d'état civil portés sur la fiche.

Art. 5. — Les fiches sont remises, à la diligence de l'hôtelier, aubergiste, logeur ou loueur de la maison garnie, dans les vingt quatre heures de l'arrivée du voyageur ou du locataire, au commissariat de police de la commune ou, hors des communes, à la brigade de gendarmerie la plus proche.

Art. 6. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures et sera publié avec son annexe au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 11 décembre 1973.

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
ABDOU DIOUF.

Le Ministre de l'Intérieur,
JEAN COLLIN.